

# Observatoire départemental de la Famille



## « Le pouvoir d'achat des familles » de Seine-Maritime

**Rapport réalisé par Charlotte LE VAN**

**Sociologue et Démographe au CERReV**

**(Centre d'Etude et de Recherche sur les Risques et les Vulnérabilités)**

**Université de Caen Basse-Normandie**

Septembre 2010



## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>A) Contexte de l'enquête.....</b>	<b>4</b>
<b>B) Objectifs de l'enquête .....</b>	<b>5</b>
<b>C) Méthode de l'enquête.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 1 : PROFIL DES FAMILLES INTERROGEES.....</b>	<b>7</b>
<b>A) Présentation des trois variables de quotas.....</b>	<b>7</b>
<b>B) Le redressement des données .....</b>	<b>10</b>
<b>C) Présentation des autres variables sociodémographiques.....</b>	<b>11</b>
<b>PARTIE 2 : PERCEPTION DE L'EVOLUTION DES PRIX ET INCIDENCES SUR LA GESTION DES POSTES DE DEPENSES .....</b>	<b>14</b>
<b>A) Ressenti et adaptation des familles face à l'évolution des prix .....</b>	<b>14</b>
<b>a) Les dépenses liées au foyer.....</b>	<b>15</b>
<b>b) Les dépenses liées aux enfants.....</b>	<b>19</b>
<b>c) Indicateurs du ressenti, de l'adaptation et de la marge de manœuvre des familles.....</b>	<b>24</b>
<b>B) Une marge de manœuvre réduite et une vision pessimiste de l'avenir.....</b>	<b>27</b>
<b>C) Des incidences notables sur le quotidien .....</b>	<b>29</b>
<b>PARTIE 3 : ANALYSE DES DEPENSES DE SANTE ET D'EDUCATION.....</b>	<b>31</b>
<b>A) L'éducation : anticipation et limites.....</b>	<b>31</b>

<b>B) La santé : entre accès difficile et renoncement aux soins .....</b>	<b>33</b>
<b>PARTIE 4 : PERCEPTIONS DES DISPOSITIFS ET POLITIQUES</b>	
<b>CONCERNANT LE POUVOIR D'ACHAT .....</b>	<b>36</b>
<b>A) Le recours au crédit à la consommation : une pratique courante.....</b>	<b>36</b>
<b>B) La méconnaissance des aides à la gestion du budget .....</b>	<b>38</b>
<b>C) Des mesures politiques jugées insuffisantes.....</b>	<b>40</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>43</b>
<b>ANNEXE : Le questionnaire .....</b>	<b>45</b>

## INTRODUCTION

### A) Contexte de l'enquête

Depuis la fin de l'année 2008, la question du « pouvoir d'achat » apparaît comme une des principales préoccupations des familles. A la fois enjeu social et politique, elle est au cœur des débats économiques et de l'actualité médiatique. Au cours des dernières années, les ménages ont eu l'impression que leur niveau de vie baissait, alors que les études statistiques de l'INSEE relevaient une augmentation du pouvoir d'achat. En raison de ce décalage persistant, la mesure du pouvoir d'achat des ménages ne manque pas de faire l'objet de controverses. Il s'avère en effet que, en fonction de la définition retenue et de la méthode utilisée pour son calcul, les chiffres peuvent varier significativement. Au-delà des données statistiques et des polémiques qu'elles suscitent, la présente enquête cherche avant tout à **recueillir le point de vue des familles**. Il s'agit bien ici de **cerner la vision subjective que les ménages ont de l'évolution de leur pouvoir d'achat au cours des 12 derniers mois**, et non de chercher à mesurer les difficultés réelles auxquelles ils peuvent être confrontés.

Face au contexte socio-économique actuel, un certain nombre de questions ne manquent pas de se poser : quelle perception les parents ont-ils de l'évolution des prix ? Comment s'adaptent-ils à cette situation au quotidien ? Pensent-ils bénéficier encore d'une marge de manœuvre dans leurs dépenses ? Comment gèrent-ils les frais liés à la santé et à l'éducation des enfants ? Dans quelle mesure ont-ils recours au crédit ? Que pensent-ils des structures « d'aide, de suivi ou de conseil au budget », ainsi que des mesures politiques en faveur du pouvoir d'achat ?

Autant d'interrogations, aux réponses non assurées, qui ont amené l'UNAF et les UDAF à initier cette enquête sur le ressenti des familles face à l'évolution des prix.

## B) Objectifs de l'enquête

Le **premier objectif** de l'enquête vise à cerner la perception que les parents ont de l'évolution des prix, la façon dont ils s'adaptent à la situation et la manière dont ils envisagent l'avenir. Il s'agit notamment de déterminer si les familles ont été amenées à modifier leurs habitudes de consommation, d'évaluer la marge de manœuvre dont elles pensent disposer dans leurs dépenses, ainsi que de mettre à jour les conséquences que l'augmentation des prix peut avoir sur leur quotidien. Ces différents aspects sont investigués en fonction de différents postes de dépenses liés au logement, à l'alimentation et à l'enfant.

La santé et l'éducation des enfants sont deux domaines qui constituent des préoccupations majeures pour les parents. Le **deuxième objectif** de l'enquête est donc d'analyser la façon dont ils gèrent ou anticipent ces postes de dépenses, et d'identifier les limites financières auxquelles ils estiment être confrontés dans l'accès aux soins et à l'éducation.

Enfin, le **troisième objectif** de l'enquête consiste à identifier les perceptions que les parents ont des dispositifs (recours au crédit, structures d'aide, de suivi ou de conseil au budget) et des politiques qui concernent le pouvoir d'achat. Il s'agit par exemple d'évaluer la connaissance et les représentations que les familles ont des structures d'aide, ou encore de savoir comment elles souhaiteraient que soient redistribuées les sommes épargnées suite à la réforme de la majoration unique à 14 ans des allocations familiales.

## C) Méthode de l'enquête

La population cible pour cette enquête est l'ensemble des **familles résidant en Seine Maritime, ayant des enfants de moins de 25 ans**. Entre le 20 décembre 2009 et le 15 mars 2010, un questionnaire a été envoyé, par voie postale, à 6 000 ménages correspondant à ces critères, via un fichier mediapost. L'unité d'observation est ici le **ménage** et la personne interrogée est celle qui s'estime la plus à même de parler du sujet abordé ou qui le souhaite (entre le chef de ménage et son conjoint).

Au final, **1 029 questionnaires ont été reçus**, soit un **taux de retour de 17,2 %** ; un taux très satisfaisant compte tenu du type de passation (questionnaire postal à renvoyer) et nettement supérieur à celui d'enquêtes antérieures, ce qui témoigne de l'intérêt des enquêtés pour la thématique du pouvoir d'achat.

Toutefois, au final, les résultats de l'enquête ne portent que sur les réponses des **1 020 questionnaires exploitables**.

## PARTIE 1 : PROFIL DES FAMILLES INTERROGEES

### A) Présentation des trois variables de quotas

Dans l'idéal, afin que les résultats obtenus sur l'échantillon puissent être extrapolés à la population totale des familles avec enfants de moins de 25 ans résidant en Seine-Maritime, il est nécessaire que l'échantillon soit représentatif de cette population sur un certain nombre de critères (c'est-à-dire que la répartition des familles de l'échantillon sur ces critères soit proche de la répartition de l'ensemble des familles de Seine-Maritime). Ces critères sont appelés les **critères de quotas** et l'UNAF a recommandé que trois d'entre eux soient retenus pour cette enquête, en l'occurrence :

a) **Le type de famille :**

- Famille monoparentale
- Couple

b) **L'âge de la personne de référence du ménage<sup>1</sup>** en 3 modalités :

- Moins de 35 ans
- 35 à 44 ans
- 45 ans et plus

c) **La CSP de la personne de référence du ménage** en 4 modalités :

- CSP<sup>+</sup> (regroupement des 4 CSP : « Agriculteur » + « Artisan, commerçant, chef d'entreprise » + « Profession libérale » + « Cadre, ingénieur, professeur »)
- Profession intermédiaire
- CSP<sup>-</sup> (regroupement des 2 CSP : « Employé » + « Ouvrier »)
- Sans activité professionnelle : (regroupement de : « en recherche d'emploi » + « retraité » + « maladie » + étudiant » + « au foyer » + « autres cas »)

---

<sup>1</sup> Précisons que, dans le cas d'un couple, la personne de référence du ménage est l'homme.

Les données du recensement de 1999, fournies par l'INSEE, offrent une vue d'ensemble de la répartition des familles avec enfant de moins de 19 ans selon ces trois critères de quotas. Nous avons donc effectué une comparaison entre ces données et celles qui sont issues de l'enquête.

<i>Type de famille</i>		
Non répondant	2	0,2 %
Famille monoparentale	187	18,2 %
Couple	840	81,6 %
Total	1029	100 %

ENQUETES	<i>Famille monoparentale</i>	<i>Couple</i>	Total
France Recensement	16,3 %	83,7 %	100 %
Seine-Maritime Recensement	16,1 %	83,9 %	100 %
Seine-Maritime Enquête Pouvoir achat	<b>18,2 %</b>	81,6 %	100 %

Dans l'enquête sur le Pouvoir d'Achat, les familles monoparentales représentent 18,2 % de l'ensemble des ménages, proportion légèrement supérieure à celle du dernier recensement qui n'en dénombrait que 16,1 %.

Par ailleurs, les personnes qui ont répondu au questionnaire sont âgées de 23 à 68 ans. La classe d'âges la plus représentée est celle des 45 ans et plus. La moyenne d'âge de notre échantillon est de 42,4 ans.

La comparaison de nos données avec celles du recensement révèle une importante sur-représentation des catégories les plus âgées (45 ans et +) et une sous-représentation des plus jeunes (moins de 35 ans).



<i>Age de la personne de référence du ménage</i>		
Moins 35 ans	195	18,9 %
35 à 44 ans	415	40,3 %
45 ans et +	414	<b>40,2 %</b>
Non renseigné	5	0,4 %
Total	1029	100 %

ENQUETES	<i>Moins 35 ans</i>	<i>35 à 44 ans</i>	<i>45 ans et +</i>	Total
France Recensement	25,1 %	45,0 %	29,8 %	100 %
Seine-Maritime Recensement	27,4 %	44,7 %	27,9 %	100 %
Seine-Maritime Enquête Pouvoir d'achat	<b>19,1 %</b>	40,5 %	<b>40,4 %</b>	100 %

La catégorie socioprofessionnelle la plus représentée dans notre échantillon est, de loin, celle des « employés » (45,6 %).

<i>CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE</i>		
Non répondants	4	0,4 %
Agriculteurs	4	0,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	23	2,2 %
Cadres, ingénieurs, professeurs	96	9,3 %
Profession intermédiaire, technicien, instituteur	133	12,9 %
Employés	469	45,6 %
Ouvriers	106	10,3%
Retraités	37	3,6 %
Inactifs	57	15,3 %
Total	1 029	100%

ENQUETES	CSP+	Intermédiaire	CSP-	Sans activité	Total
France Recensement	24,5 %	20,4 %	49,2 %	5,9 %	100 %
Seine-Maritime Recensement	17,9 %	20,4 %	55,5 %	6,2 %	100 %
Seine-Maritime Enquête Pouvoir d'Achat	12,1 %	<b>12,9 %</b>	56,1 %	<b>18,9 %</b>	100 %

Une fois les diverses CSP regroupées en 4 modalités et comparées aux données du recensement, il s'avère que les professions intermédiaires sont en proportions insuffisantes. Alors qu'elles représentent 20,4 % de la population de Seine-Maritime, elles ne sont que 12,9 % dans l'échantillon. Les catégories supérieures sont également sous-représentées (12,1 % contre 17,9 %). Les personnes sans activité sont en revanche surreprésentées parmi les enquêtés.

### B) Le redressement des données

La sur-représentation des plus âgés, ou encore la sous-représentation des professions intermédiaires sont assurément source de biais dans les résultats. L'échantillon n'étant pas représentatif, les résultats (pourcentages) ne sont pas valides car ils ne sont pas généralisables à l'ensemble de la population de Seine-Maritime.

La logique de représentativité globale de l'enquête nous a donc conduit à redresser l'échantillon obtenu en accordant à chaque individu un poids tenant compte de la sous-représentation (ou de la sur-représentation) des catégories auxquelles il appartient. Cette démarche repose sur l'hypothèse que les individus « manquants » dans une catégorie (par exemple les moins de 35 ans) ont un comportement plus proche de la moyenne des répondants de la même catégorie que de la moyenne d'ensemble de l'échantillon. En effet, en l'absence de redressement, les individus non interrogés sont *ipso facto* considérés comme des individus « moyens à tous égards » ; or, il est légitime de penser que le comportement des moins de 35 ans qui n'ont pas répondu au

questionnaire est plus proche de celui des moins de 35 ans qui ont répondu que de l'ensemble des enquêtés de 23 à 69 ans.

Plus concrètement, le principe du redressement consiste à construire le tableau des coefficients à appliquer à chaque sous-catégorie sur la base des seules distributions marginales des caractéristiques retenues, fournies par l'INSEE, puis à affecter un poids à chaque individu (pour ce faire, nous avons utilisé la formule statistique connue sous le nom de « raking ratio »). En pratique, on a travaillé sur les variables de quotas retenues par l'UNAF, en l'occurrence, l'âge (en 3 classes), la catégorie socioprofessionnelle (en 4 classes) et le type de famille (en 2 classes). Certaines de ces variables n'ayant pas été renseignées par les enquêtés, nous n'avons pu travailler que sur 1 020 questionnaires parmi les 1 029 initialement reçus.

Pour chaque individu, nous avons calculé une variable de pondération, de sorte qu'au final, les pourcentages pondérés de chaque catégorie des variables de quota dans l'échantillon soient parfaitement égaux à ceux du recensement de l'INSEE. La variable de pondération varie finalement de 0,2 à 2,8 ce qui est tout à fait acceptable statistiquement (pas d'affectation de poids démesuré à certains individus).

Par conséquent, les chiffres présentés dans ce rapport réfèrent à des effectifs bruts (nombre exacts d'enquêtés dans l'échantillon), mais à des pourcentages pondérés, représentatifs de l'ensemble de la population du département.

Enfin, ajoutons que, compte tenu de la taille de notre échantillon (1 020 ménages), l'intervalle de confiance est ici de 3 % ; une précision, somme toute, suffisante si l'on tient compte du fait que cette enquête repose sur des déclarations et vise à cerner des opinions (être « tout à fait, plutôt, plutôt pas, ou pas du tout d'accord » avec diverses propositions).

### **C) Présentation des autres variables sociodémographiques**

S'il est un point à considérer, c'est l'importante sur-représentation des femmes dans la population de l'enquête. Celles-ci constituent en effet 79 % des répondants.

Certes, cette sur-représentation tient en partie au fait que les personnes élevant seules des enfants sont plutôt des femmes (dans notre population, 84 % des foyers monoparentaux sont féminins). Mais elle s'explique surtout par le fait que les femmes sont généralement plus investies dans l'entretien du foyer que les hommes. En particulier, elles se chargent plus souvent des courses pour le ménage et de la gestion des achats concernant les enfants.

<i>Sexe</i>		
Homme	214	21 %
Femme	806	<b>79 %</b>
Total	1020	100 %

La majorité des parents qui ont répondu au questionnaire ont deux enfants (48,8 %). Près d'un tiers en ont 3 ou + et seulement 20,4 % n'en ont qu'un.

<i>Nombre d'enfants</i>		
Un	208	20,4 %
Deux	498	<b>48,8 %</b>
Trois ou +	314	30,8 %
Total	1020	100 %

La moyenne d'âge des enfants est de 13 ans.

Ce sont surtout des parents avec des enfants majeurs (de 18 à 25 ans) qui ont répondu au questionnaire (40,8 %).

<i>Age de l'enfant le plus âgé</i>		
Moins de 6 ans	120	11,8 %
6 à 10 ans	181	17,8 %
11 à 14 ans	155	15,2 %

15 à 17 ans	127	12,4 %
18 à 25 ans	416	<b>40,8 %</b>
Non renseigné	21	2,0 %
Total	1020	100 %

Lorsque des enfants de plus de 15 ans sont présents dans le ménage (ce qui est le cas pour 53,2 % des répondants), ils ne sont, le plus souvent, déjà plus scolarisés (43,7 %). Toutefois, une bonne part d'entre eux sont encore étudiants (19,3 %) ou au lycée (14,7 % en général et 8,9 % en professionnel).

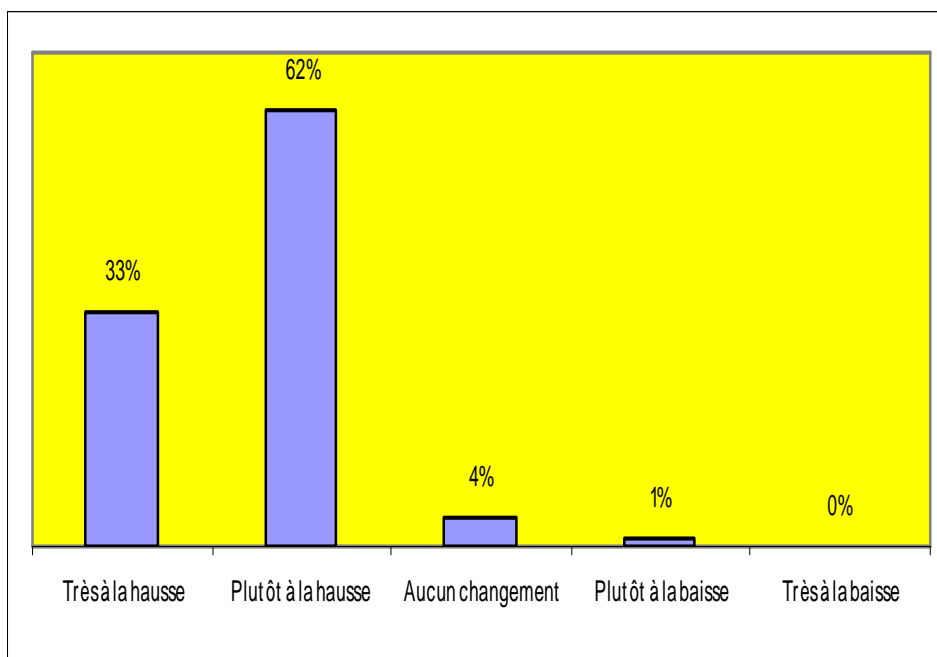
<i>CIB2-b Situation de l'enfant de plus de 15 ans</i>		
Collège	57	9,4 %
Lycée général	89	<b>14,7 %</b>
Lycée professionnel	54	8,9 %
Apprentissage	24	4,0 %
Etudiant	116	<b>19,3 %</b>
Plus scolarisé	264	<b>43,7 %</b>
Total	604	100%

## **PARTIE 2 : PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX ET INCIDENCES SUR LA GESTION DES POSTES DE DÉPENSES**

La première partie du questionnaire est consacrée à la perception que les parents ont de l'évolution des prix. Différents types de postes de dépenses sont investigués : d'une part ceux qui sont liés au foyer (eau, alimentation, énergie) et d'autre part, ceux qui concernent plus spécifiquement les enfants (transport, habillement, frais liés à la scolarité, frais liés aux études, loisirs et activités extrascolaires, multimédia et outils de communication). Il s'agit notamment de savoir comment les familles vivent les hausses de ces différents postes de dépense, comment elles s'y adaptent, et si elles pensent bénéficier encore d'une marge de manœuvre. Cette première partie s'attache également, de façon plus globale, à cerner la façon dont les parents envisagent l'avenir, le degré de difficultés auquel ils pensent être confrontés, ainsi que l'état d'esprit dans lequel ils se trouvent face aux augmentations de prix.

### **A) Ressenti et adaptation des familles face à l'évolution des prix**

**Dans les 12 derniers mois, comment avez-vous ressenti l'évolution des prix ?**



La grande majorité des familles (95 %) déclarent avoir globalement ressenti une hausse des prix dans les 12 derniers mois. Elles sont ainsi respectivement 33 % et 62 % à penser que les prix ont évolué « très » ou « plutôt » à la hausse. Seules 4 % d'entre elles estiment qu'ils n'ont pas changé ou ont plutôt baissé. Par ailleurs, aucun enquêté n'a mentionné avoir ressenti une forte baisse des prix.

Le sentiment de hausse est surtout ressenti par les familles dont le chef est sans activité (98 % contre 90 % parmi les classes aisées). En revanche, le type de famille (seul/en couple) ne joue pas.

Ce sentiment de hausse globale est confirmé, dans des proportions toutefois moindres, par les réponses des parents aux questions concernant l'évolution des prix de 9 postes de dépenses, liés au foyer et aux enfants.

#### **a) Les dépenses liées au foyer**

Les familles ont, dans leur majorité, ressenti une augmentation de leurs dépenses dans les 12 derniers mois concernant l'eau, l'énergie domestique (gaz, électricité, fioul...) et l'alimentation. L'importance de cette augmentation est toutefois variable selon le poste de dépense considéré, comme le montrent les tableaux ci-dessous :

<i>q2a_1 Eau</i>		
Non-Répondants	20	2%
Très importante	170	15%
Assez importante	453	44%
Peu importante	350	36%
Pas du tout importante	27	3%
Total	1020	100%

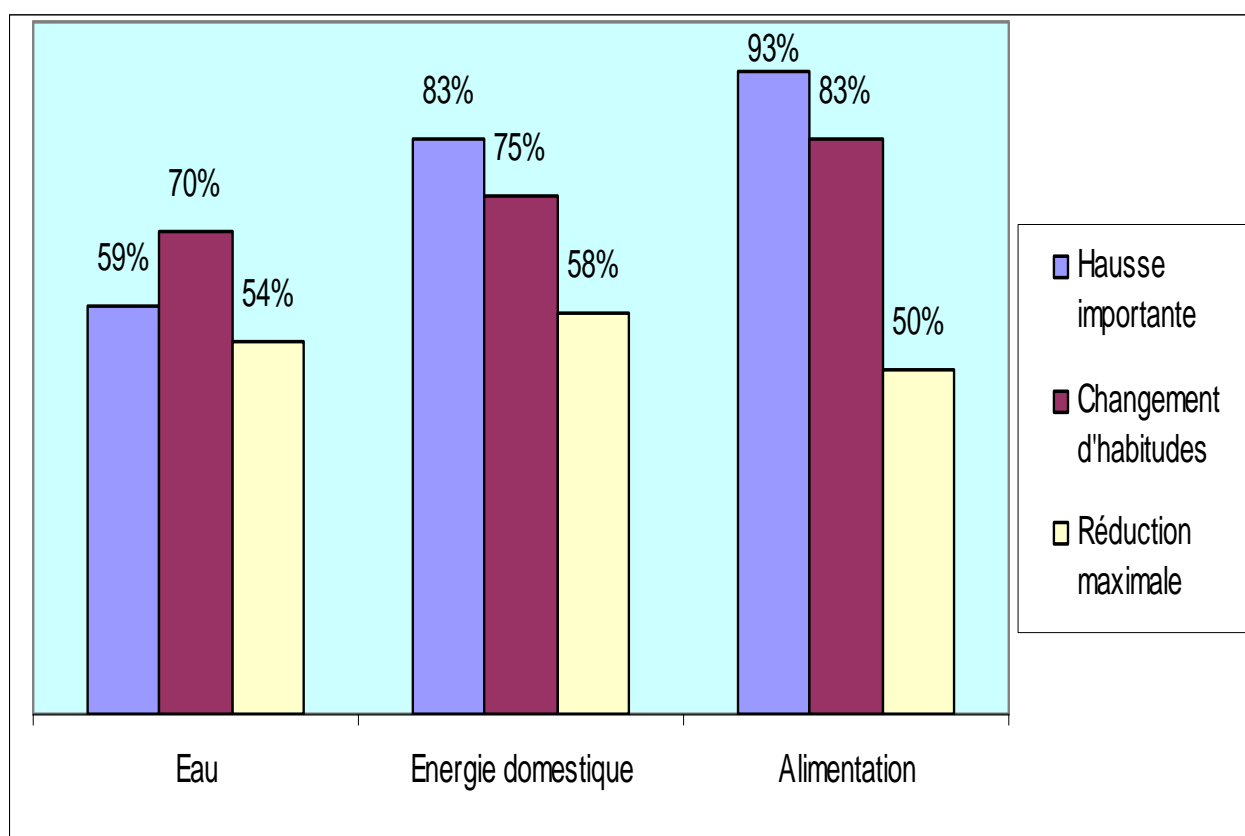
<i>q2a_2 Energie domestique (gaz, électricité, fioul...)</i>		
Non-Répondants	20	2%
Très importante	350	33%
Assez importante	494	50%
Peu importante	140	13%
Pas du tout importante	16	2%
Total	1020	100%

*q3a Au cours des 12 derniers mois, comment avez-vous ressenti, l'augmentation des dépenses liées à l'alimentation ?*

Non-Répondants	4	0%
Très importante	412	40%
Assez importante	530	53%
Peu importante	70	7%
Pas du tout importante	4	0%
Total	1020	100%

L'augmentation des dépenses liées au foyer est surtout ressentie au niveau de l'alimentation. Près de la moitié des parents (40 %) estiment que les prix en la matière ont subi une hausse « très importante » dans les 12 derniers mois, contre 15 % seulement pour l'eau. Plus globalement, une majorité d'enquêtés déclarent que leurs dépenses ont augmenté : 93 % d'entre eux notent une hausse « très ou assez importante » pour l'alimentation, contre 83 % pour l'énergie domestique et 59 % pour l'eau. Précisons que ce sentiment d'augmentation est partagé par toutes les familles, quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle et la composition du ménage.

**Ressenti, adaptation et marge de manœuvre des familles concernant les dépenses liées au foyer**





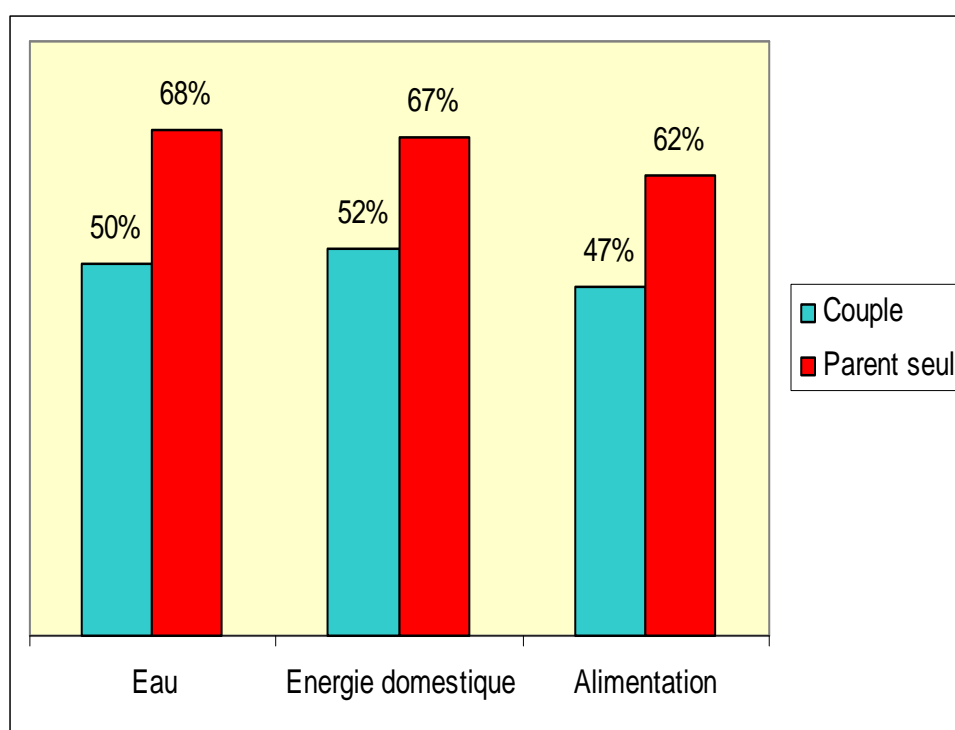
Le sentiment de hausse globale des dépenses liées au foyer a des répercussions directes sur la manière de consommer, les parents se contraignant désormais à économiser. Les compressions de budget concernent plus particulièrement l'alimentation : 83 % des enquêtés déclarent avoir dû modifier leurs habitudes de consommation en la matière dans les 12 derniers mois. Les changements concernent également l'énergie domestique pour les trois quarts des parents et, dans une moindre mesure, l'eau (70 %). Précisons que les familles nombreuses tentent plus particulièrement d'économiser sur l'alimentation, et les familles monoparentales sur l'énergie domestique.

En ce qui concerne plus particulièrement l'alimentation, il a été demandé aux familles qui déclaraient un changement d'habitudes de consommation quels moyens elles mettaient en œuvre pour économiser sur ce poste de dépenses. Pour la moitié des enquêtés, la volonté d'économiser se traduit d'abord par le fait de se priver de certains produits et de faire ses achats dans des hard discount. Par ailleurs, 42 % des parents s'attachent à changer de marques de produits. La limitation des trajets pour faire ses courses est, quant à elle, citée par 20 % des enquêtés. Enfin, le fait de cultiver un potager (15 %) ou d'acheter directement aux producteurs (12 %) concerne une frange plus minoritaire de la population.

<i>De quelle manière économisez-vous sur l'alimentation ?</i>		
En achetant dans un hard discount	520	<b>50 %</b>
En limitant les trajets	222	20 %
En changeant les marques des produits	448	<b>42 %</b>
En se privant de certains produits	514	<b>49 %</b>
En cultivant un potager	150	15 %
En achetant directement aux producteurs	121	12 %
En achetant moins de plats cuisinés	131	13 %
Autres	66	8 %

Un certain nombre de ménages estiment qu'ils n'ont plus aujourd'hui la capacité de faire des économies supplémentaires. De fait, plus de la moitié des parents déclarent qu'ils ont déjà réduit, de façon maximale, leurs dépenses liées au foyer, en particulier celles qui concernent l'énergie domestique (58 %). Le fait de ne plus avoir de marge de manœuvre concerne plus particulièrement les familles monoparentales, quel que soit le poste de dépenses, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

**Pourcentages de parents déclarant une réduction maximale de leurs dépenses, selon le type de famille**



Ces derniers résultats rappellent que certains postes de dépense peuvent bénéficier « d'économies d'échelle », et d'autres non. Par exemple, le coût du chauffage d'une pièce de logement est le même, quel que soit le nombre de personnes qui la fréquentent. Par conséquent, rapporté au nombre d'habitants, le budget consacré aux énergies domestiques est proportionnellement plus important pour les parents qui sont seuls que pour ceux qui vivent en couple. En revanche, les « économies d'échelle » concernent un peu moins l'eau et l'alimentation.

## **b) Les dépenses liées aux enfants**

Globalement, les parents ressentent moins d'augmentation pour les dépenses liées aux enfants que pour celles qui concernent le foyer. Ils déclarent en effet plus souvent avoir ressenti une hausse « assez ou peu importante » pour les dépenses liées aux enfants, alors que pour les dépenses d'alimentation, d'eau et d'énergies, ils évoquent plutôt une hausse « très ou assez importante ». Malgré tout, une majorité de parents estiment, ici aussi, que l'évolution des prix s'est faite à la hausse dans les douze derniers mois. Cette augmentation est plus ou moins ressentie selon les types de dépenses considérés. Par ailleurs, précisons que les parents sont inégalement concernés par les différents postes de dépenses proposés, notamment en raison de l'âge de leurs enfants. Ils sont ainsi 46 % à ne pas être concernés par les frais liés aux études, 39 % par ceux du transport et 26 % par ceux relatifs aux multimédias et outils de communication.

<i>Q4a_1 Transport</i>		
Non-Répondants	49	7%
Très importante	85	12%
Assez importante	243	36%
Peu importante	222	34%
Pas du tout importante	59	11%
Total	658	100%

Près de la moitié des parents (48 %) estiment que leurs dépenses liées au transport pour leurs enfants ont connu une augmentation « très ou assez importante » dans les 12 derniers mois. Le ressenti de la hausse est surtout lié à l'âge des enfants ; plus ils sont âgés, plus il est important. Ainsi, 60 % des parents d'enfants majeurs ont-ils ressenti une hausse, en particulier ceux qui ont des enfants en apprentissage, contre seulement 34 % des parents d'enfants de moins de 6 ans.

<i>q4a_2 Habillement</i>		
Non-Répondants	41	3%
Très importante	127	13%
Assez importante	474	48%
Peu importante	297	32%
Pas du tout importante	33	4%
Total	972	100%

En ce qui concerne les frais d'habillement, 61 % des enquêtés estiment qu'ils sont globalement à la hausse. Ici, ce sont surtout les familles monoparentales qui ont ressenti une hausse (70 % d'entre elles contre 58 % pour les couples).

<i>Q4a_3 Frais liés à la scolarité : Fournitures, livres scolaires, cantine, sorties scolaires...</i>		
Non-Répondants	43	4%
Très importante	152	17%
Assez importante	362	41%
Peu importante	277	33%
Pas du tout importante	43	5%
Total	877	100%

La majorité des parents (58 %) estiment que leurs dépenses liées aux frais scolaires (fournitures, livres scolaires, cantine, sorties scolaires) ont évolué à la hausse, en particulier parmi les familles nombreuses (66 %). Par ailleurs, l'augmentation est nettement plus ressentie par ceux qui ont des enfants de plus de 15 ans (près de 70 %) que par ceux qui ont des enfants de moins de 6 ans (49 %).

<i>q4a_4 Frais liés aux études : Logement, fournitures, restaurant universitaire, alimentation...</i>		
Non-Répondants	52	9%
Très importante	131	21%
Assez importante	231	42%
Peu importante	140	24%
Pas du tout importante	19	4%
Total	573	100%

Le poste de dépenses qui a le plus augmenté, selon les enquêtés, est celui qui concerne les frais liés aux études (logement, fournitures, restaurant universitaire, alimentation...). En effet, 63 % des parents ont ressenti une hausse de ces frais, en particulier ceux qui ont des enfants en apprentissage (près de 90 %) et ceux qui élèvent seuls leurs enfants (78 %).

<i>q4a_5 Loisirs et activités extrascolaires</i>		
Non-Répondants	51	6%
Très importante	108	12%
Assez importante	309	40%
Peu importante	285	35%
Pas du tout importante	58	7%
Total	811	100%

L'augmentation des dépenses concernant les loisirs et activités extrascolaires est relevée par près de la moitié des enquêtés (52 %), en particulier par ceux qui n'ont qu'un seul enfant (66 %) et par les familles monoparentales (64 %).

<i>Q4a_6 Multimédias et outils de communication (téléphone portable, ordinateur, internet...)</i>		
Non-Répondants	33	4%
Très importante	143	18%
Assez importante	333	43%
Peu importante	221	28%
Pas du tout importante	51	7%
Total	781	100%

Pour les frais liés aux multimédias et outils de communication (téléphone portable, ordinateur, internet...), 61 % des parents relèvent une hausse de leurs dépenses, en particulier ceux qui ont des enfants de plus de 15 ans (71 %) et ceux qui les élèvent seuls (75 %).

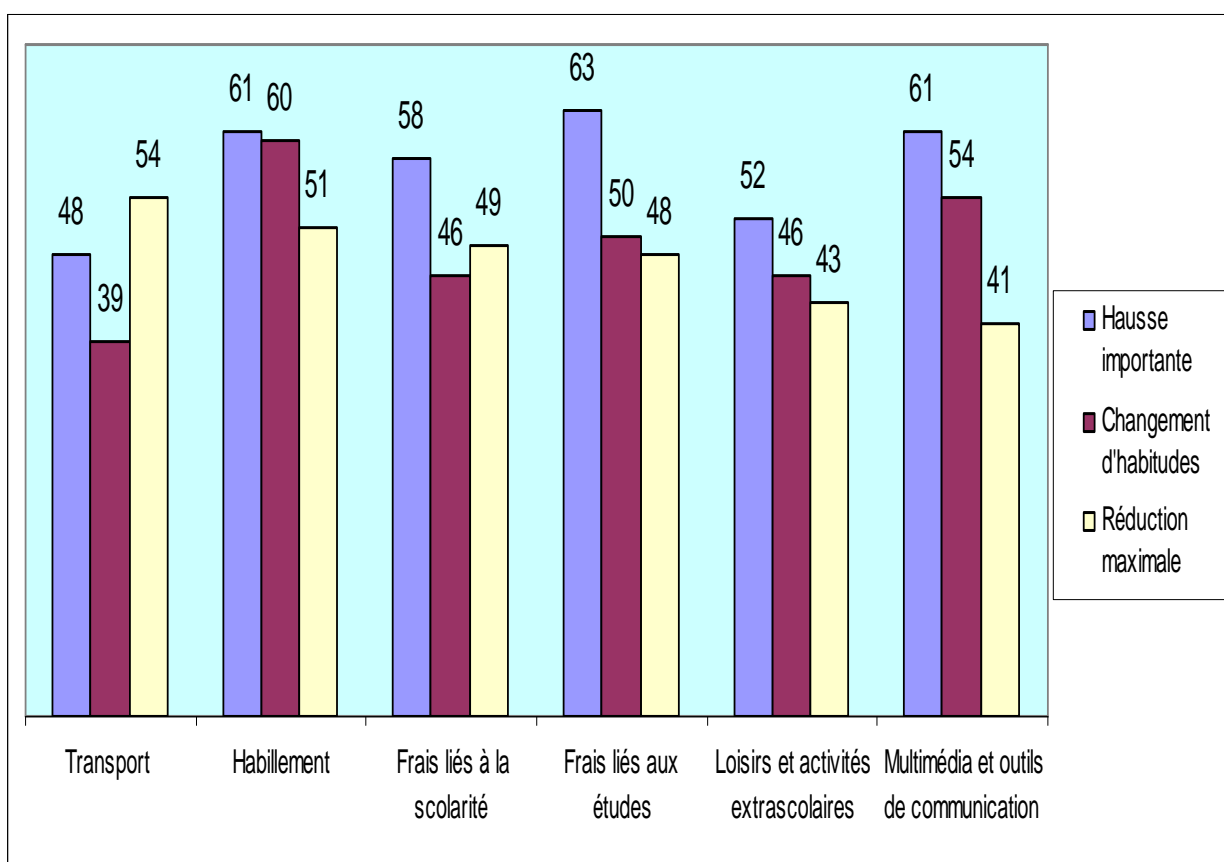
Au final, l'augmentation des dépenses liées aux enfants est surtout ressentie au niveau des frais liés aux études (63 %), ainsi qu'aux multimédia, à l'habillement (61 % pour ces deux postes) et aux frais de scolarité (58 %). Sur les autres postes de dépenses, près de la moitié des parents enregistrent une hausse.

Ce ressenti d'une hausse globale se traduit, ici aussi, par des changements d'habitudes de consommation (voir histogramme ci-dessous), qui sont toutefois moindres comparés à ceux qui concernaient l'alimentation ou l'énergie. Les modifications visent en premier lieu l'habillement (60 %). En revanche, seuls 39 % des parents économisent sur les frais liés aux transports. Précisons que les familles monoparentales déclarent beaucoup plus souvent que les autres avoir modifié leurs habitudes de consommation. C'est également le cas, mais dans une moindre mesure, des familles ayant des enfants de plus de 15 ans, ainsi que des familles nombreuses.

A l'heure actuelle, près d'un parent sur deux estime avoir déjà réduit, de façon maximale, ses dépenses pour les enfants. En particulier, 54 % des enquêtés déclarent qu'ils n'ont plus la capacité de faire des économies supplémentaires sur les transports. Ils estiment en revanche disposer d'une plus grande marge de manœuvre en ce qui concerne les frais liés aux loisirs et aux multimédia. Les familles monoparentales paraissent plus touchées que les autres puisqu'elles sont toujours près de 60 % à estimer avoir déjà réduit leur budget au minimum, quel que soit le poste de dépenses considéré.

Enfin, soulignons que, si le ressenti d'une hausse des prix et les changements d'habitudes de consommation qui l'accompagnent sont moindres pour les dépenses liées aux enfants que pour celles qui sont liées au foyer, la marge de manœuvre dont disposent les parents est en revanche la même dans les deux cas.

**Ressenti, adaptation et marge de manœuvre des familles  
concernant les dépenses liées aux enfants**



### c) Indicateurs du ressenti, de l'adaptation et de la marge de manœuvre des familles

Afin d'avoir une vision plus globale du ressenti, de l'adaptation et de la marge de manœuvre des familles face à l'évolution des prix, trois variables agrégeant les réponses liées aux différents postes de dépenses ont été fabriquées. La première concerne l'augmentation des prix : lorsque les parents ont déclaré au moins 2 fois qu'elle est « très importante » et/ou au moins 4 fois « assez importante » dans leurs réponses aux 9 postes de dépenses investigués, ils sont considérés comme des « parents ayant ressenti une augmentation des prix ». Il s'avère que 50 % des enquêtés sont dans ce cas. L'augmentation est ressentie quelles que soient la composition et la catégorie sociale de la famille. Seuls le type de famille (62 % des familles monoparentales relèvent une hausse contre 48 % des couples), ainsi que l'âge des enfants (60 % des parents d'enfants de 15 à 17 ans contre seulement 45 % des parents d'enfants de 6 à 10 ans) sont ici discriminants.

<i>CIB5 : Parents ayant ressenti une augmentation des prix Au cours des 12 derniers mois</i>		
OUI	527	50 %
NON	493	50 %
TOTAL	1020	100 %

En complément de cette première variable, nous avons calculé la proportion de « parents ayant ressenti une augmentation des prix », en ce qui concerne uniquement les dépenses liées aux enfants<sup>2</sup>. Il s'avère que celle-ci est nettement supérieure (69 %) à celle qui concerne toutes les dépenses. Par ailleurs, l'augmentation est, dans ce cas, surtout ressentie par les familles monoparentales (76 %), les familles nombreuses (71 % chez les parents de 3 enfants et plus, contre 61 % pour les parents d'enfant unique),

---

<sup>2</sup> Dans ce cas, les parents sont considérés comme « ayant ressenti une augmentation des prix » si ils ont répondu au moins une fois « très importante » ou au moins deux fois « assez importante » aux questions relatives aux 6 postes de dépenses pour les enfants.



ainsi que par les parents d'adolescents (78 % pour les parents d'enfants de 15 à 17 ans contre 54 % pour les parents d'enfants de moins de 6 ans).

<i>CIB5_b : Parents ayant ressenti une augmentation des prix au cours des 12 derniers mois concernant les dépenses liées à l'enfant</i>		
OUI	716	69 %
NON	304	31 %
TOTAL	1020	100 %

De la même manière que pour l'évolution des prix, la variable « parents ayant modifié leurs habitudes de consommation » a été créée. Elle regroupe les parents qui ont déclaré au moins 3 fois avoir changé leurs habitudes lors de leurs réponses sur les 9 postes de dépenses. Elle révèle que 67 % des enquêtés ont dû modifier, de façon substantielle, leurs habitudes de consommation, en se contraignant à faire des économies. Cette proportion montre qu'il y a une adéquation entre le ressenti des familles sur la hausse des prix, notamment en ce qui concerne les postes de dépenses liés aux enfants, et les modifications de leurs habitudes de consommation. Par ailleurs, la catégorie socioprofessionnelle des enquêtés a une influence certaine : les ménages dont le chef de famille est sans emploi sont, pour 75 %, contraints de modifier de façon importante leurs modes de consommation, en vue de faire des économies. C'est également le cas des familles monoparentales (74 %) et des parents d'enfants majeurs (72 % contre seulement 59 % pour ceux qui ont des enfants de moins de 6 ans).

<i>CIB6 : Parents ayant modifié leurs habitudes de consommation au cours des 12 derniers mois</i>		
OUI	697	67 %
NON	323	33 %
TOTAL	1020	100 %

La troisième variable fabriquée concerne les parents « estimant avoir réduit au maximum leurs dépenses ». Elle regroupe ceux qui ont répondu au moins 3 fois oui aux

9 questions sur les différents postes de dépenses. Elle indique que plus de la moitié des enquêtés (52 %) pensent ne plus pouvoir compresser leurs dépenses.

Les familles les plus touchées sont celles dont le chef est sans emploi (58 %), les familles monoparentales (58 %), celles qui ont des enfants adolescents (61 % des parents d'enfants de 15 à 17 ans contre 40 % pour ceux d'enfants en bas âge), ainsi que celles qui ont plus de 3 enfants (55 % d'entre elles contre 43 % pour les enfants uniques).

<i>CIB7 : Parents estimant avoir réduit au maximum leurs dépenses</i>		
OUI	537	52 %
NON	483	48 %
TOTAL	1020	100 %

En complément de cette dernière variable, nous avons calculé la proportion de « parents estimant avoir réduit au maximum leurs dépenses », en ce qui concerne uniquement les dépenses liées aux enfants<sup>3</sup>. Celle-ci s'élève à 50 %, ce qui est très proche du pourcentage précédent.

<i>CIB7_b : Parents estimant avoir réduit au maximum les dépenses liées à l'enfant</i>		
OUI	525	50 %
NON	495	50 %
TOTAL	1020	100 %

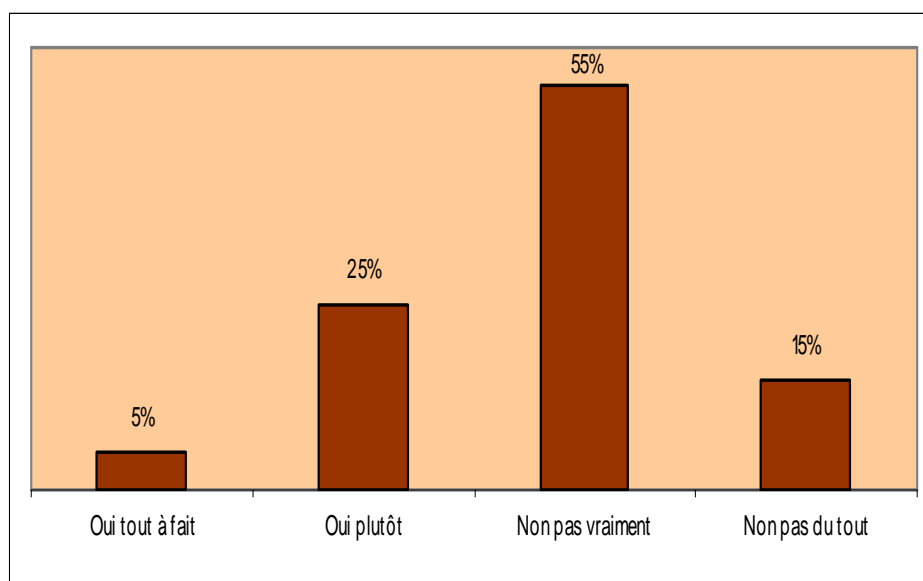
Au final, tous postes de dépenses confondus, le ressenti d'une augmentation, assortie d'une modification notable des habitudes de consommation, et de la sensation que les dépenses ont été réduites de façon maximale, concerne surtout les ménages dont le chef de famille est sans activité professionnelle, les familles monoparentales, ainsi que les familles nombreuses. Concernant plus particulièrement les dépenses liées aux enfants, les familles sont d'autant plus touchées que les enfants sont âgés (notamment au-delà de 15 ans).

---

<sup>3</sup> Dans ce cas, les parents sont considérés comme « estimant avoir réduit au maximum leurs dépenses » si ils ont répondu au moins deux fois « oui » aux questions relatives aux 6 postes de dépenses pour les enfants.

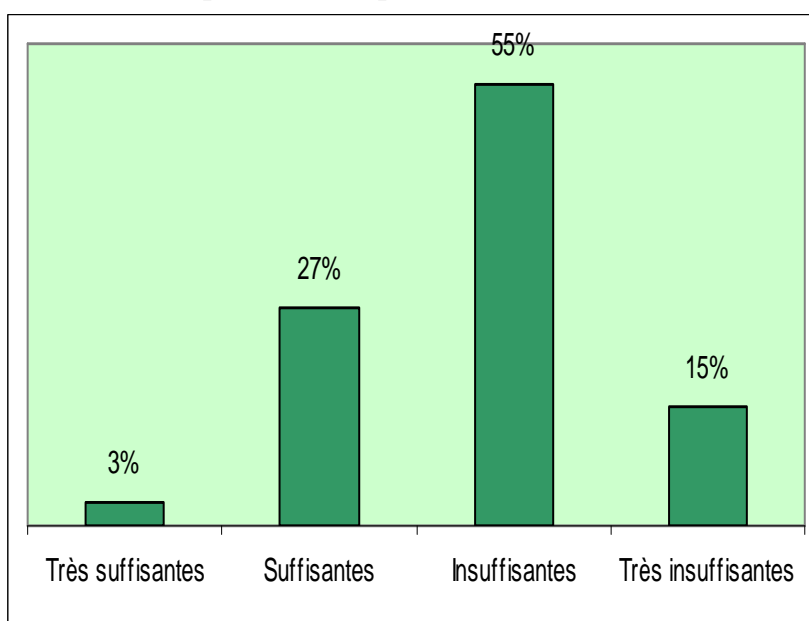
## **B) Une marge de manœuvre réduite et une vision pessimiste de l'avenir**

### **Pourcentages de parents qui pensent bénéficier encore, à ce jour, d'une marge de manœuvre dans leurs dépenses**



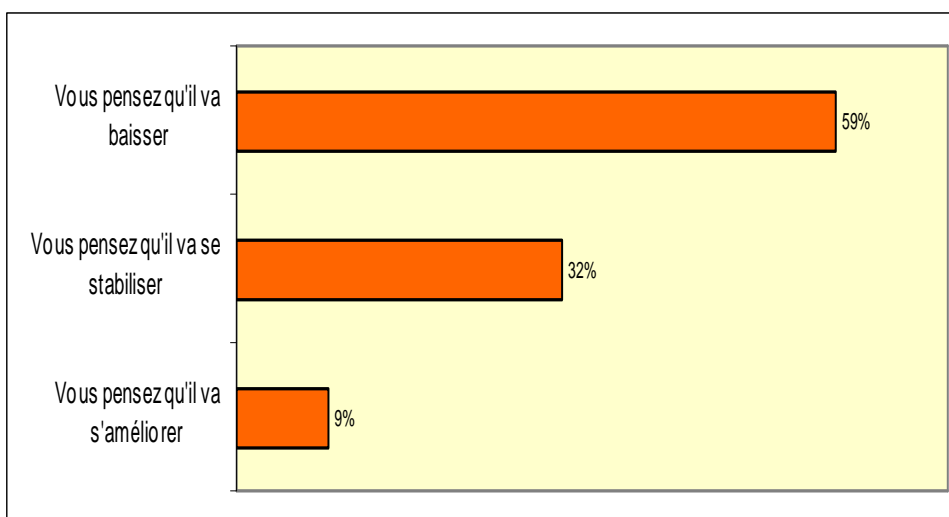
La majorité des parents (70 %) se sentent aujourd'hui dans une situation financière délicate. En effet, 55 % d'entre eux estiment qu'ils n'ont, à ce jour, « plus vraiment » de marge de manœuvre dans leurs dépenses, et 15 %, « plus du tout ». Si, dans l'ensemble, près des trois quarts des familles se sentent acculées financièrement, les familles monoparentales et celles dont le chef de famille est inactif paraissent encore plus vulnérables puisqu'elles sont respectivement 86 % et 78 % dans ce cas.

### **Si la hausse des prix devait se poursuivre, vos ressources seraient :**



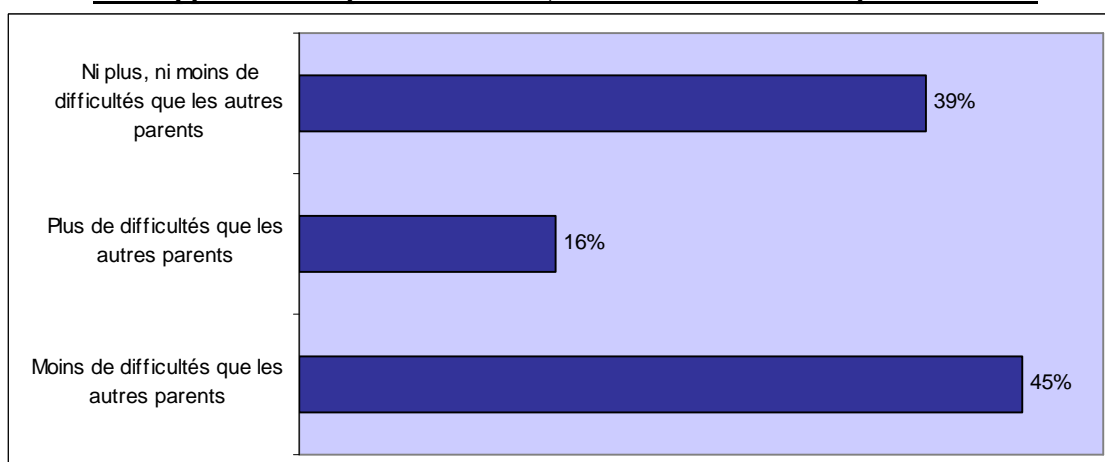
Si la hausse des prix devait se poursuivre, 55 % des parents estiment que leurs ressources seraient alors « insuffisantes », et 15 % « très insuffisantes ». Si, dans l'ensemble, 70 % des enquêtés pensent qu'ils ne seraient pas en mesure de faire face à la situation, c'est tout particulièrement le cas de ceux qui élèvent seuls leurs enfants (86 %) et qui sont sans activité professionnelle (76 %).

**Au cours des prochaines années, concernant votre pouvoir d'achat :**



Les familles ont une vision plutôt pessimiste de leur avenir financier. Près des deux tiers d'entre elles pensent que leur pouvoir d'achat va baisser dans les prochaines années. Seules 9 % pensent qu'il va s'améliorer. Précisons que la façon dont les parents envisagent le futur est liée au type de famille et à la catégorie socioprofessionnelle. Les familles monoparentales (pour 71 %) estiment en effet plus souvent que les autres que leur pouvoir d'achat va baisser dans les prochaines années. Par ailleurs, moins les familles sont aisées, plus elles sont pessimistes.

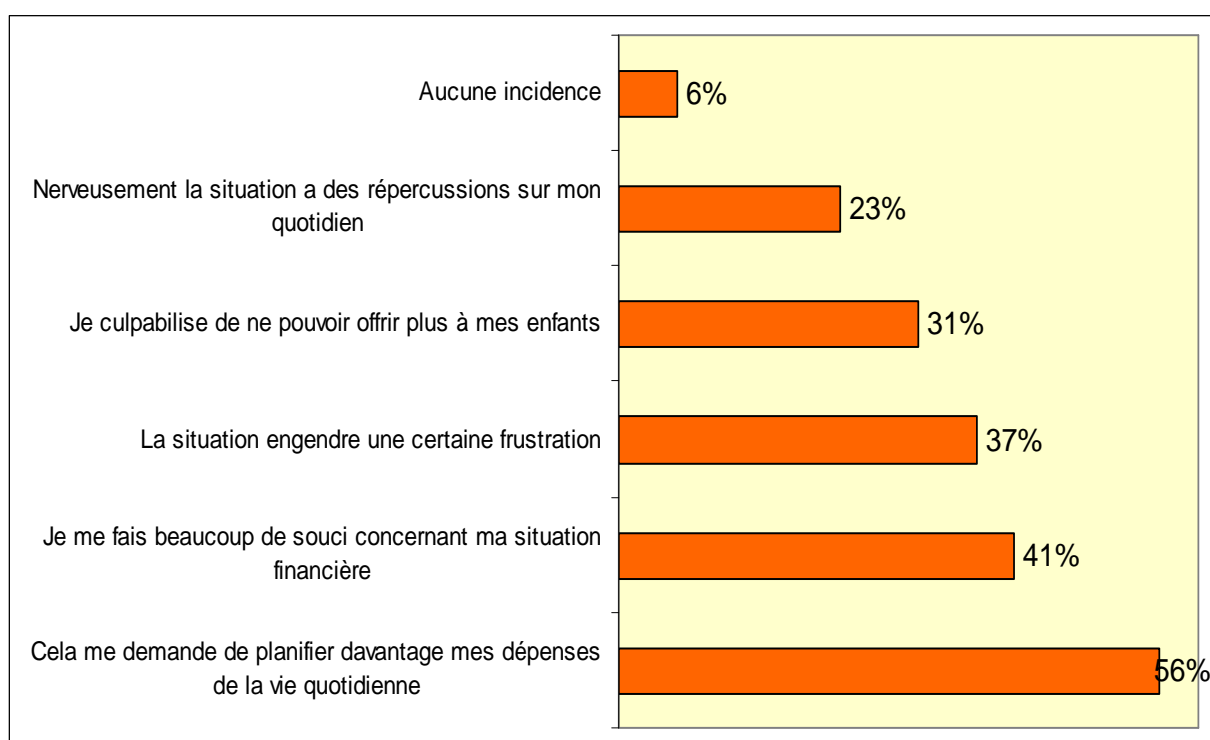
**Par rapport à votre pouvoir d'achat, avez-vous le sentiment que vous avez :**



Si nombre de familles expriment leur malaise et leurs inquiétudes face à leur situation financière, elles ne sont cependant que 16 % à penser qu'elles se trouvent dans une situation plus difficile que les autres. La majorité d'entre elles (45 %) n'ont pas le sentiment de vivre une situation spécifique et plus d'une sur trois (39 %) estiment même rencontrer moins de difficultés que les autres. Précisons qu'ici encore, les familles monoparentales et les personnes sans activité professionnelle paraissent plus vulnérables puisqu'elles sont deux fois plus nombreuses à éprouver le sentiment qu'elles rencontrent plus de difficultés que les autres ménages.

### C) Des incidences notables sur le quotidien

#### Quelles incidences la hausse des prix a-t-elle sur votre état d'esprit au quotidien ?



La grande majorité des parents (94 %) estiment que la hausse des prix à des conséquences sur leur état d'esprit au quotidien. En premier lieu, elle amène 56 % d'entre eux à planifier davantage leurs dépenses. Mais elle engendre également du stress, de la culpabilité et de la frustration : 41 % des parents se font beaucoup de souci pour leur situation financière, 37 % se sentent frustrés par leur insuffisance de moyens, et 31 % culpabilisent de ne pouvoir offrir plus à leurs enfants. Près d'un parent sur

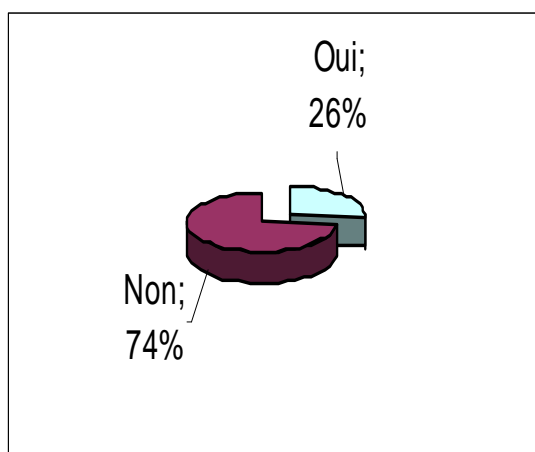
quatre déclare que sa situation financière l'éprouve nerveusement au quotidien. Précisons que les soucis et les répercussions nerveuses touchent plus particulièrement les inactifs (62 %) et les familles monoparentales (pour 66 %), ces deux catégories étant également celles qui déclarent le moins souvent devoir planifier davantage leurs dépenses (environ 13 % seulement). La frustration et la culpabilité concernent en revanche plus les professions intermédiaires.

### PARTIE 3 : ANALYSE DES DEPENSES DE SANTE ET EDUCATION

L'éducation et la santé des enfants apparaissent comme deux préoccupations majeures des parents. La deuxième partie de cette enquête vise donc à cerner la manière dont les parents anticipent ou gèrent les dépenses qui leur sont afférentes, mais également les limites auxquelles ils pensent être confrontés.

#### A) L'éducation : anticipation et limites

##### Avez-vous constitué une épargne pour le financement des études de votre(vos) enfant(s) ?



Seulement un quart des parents ont constitué une épargne pour financer les études de leurs enfants, et ce quel que soit l'âge de ces derniers. Cette proportion varie en revanche selon la catégorie socioprofessionnelle des enquêtés. Si plus d'un tiers des catégories supérieures disposent ainsi d'un capital, c'est seulement le cas de 20 % des parents dans les classes modestes (employés, ouvriers) et 15 % parmi ceux qui sont sans activité professionnelle.

Pour autant, seul un ménage sur cinq n'anticipe pas les dépenses liées aux études des enfants. En effet, interrogés sur ce qu'ils ont entrepris ou envisagent pour y faire face, 21 % des parents déclarent « rien ». Outre l'épargne, le principal moyen de financement est la « diminution du train de vie », cité par 41 % des parents et, dans une moindre mesure, l'« augmentation du temps de travail » ou la « reprise d'une activité professionnelle », respectivement cités par 17 % et 11 % des enquêtés.

<i>q16 Qu'avez-vous entrepris ou qu'envisagez-vous pour faire face aux dépenses liées aux études de votre (vos) enfant(s) ?</i>		
Reprise d'une activité professionnelle	117	11%
Augmentation du temps de travail	161	17%
Changement d'activité professionnelle	55	6%
Diminution du train de vie	426	41%
Rien	219	21%
Autre	92	10%

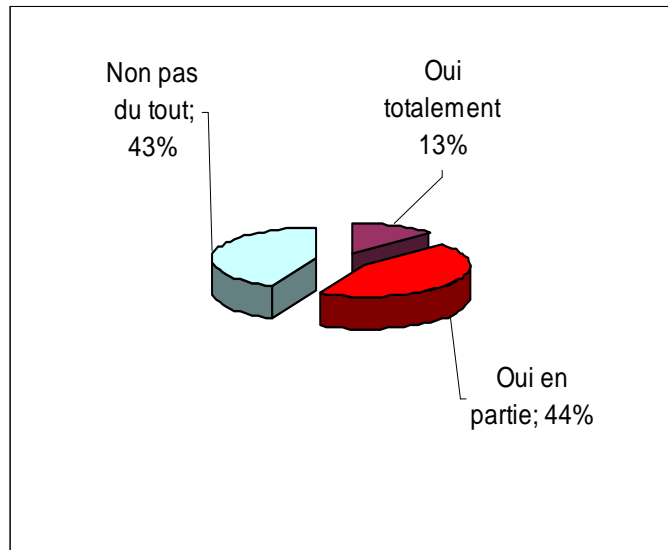
Précisons par ailleurs que seuls 12 % des enquêtés ayant au moins un enfant majeur déclarent avoir eu un financement particulier pour ses études, notamment une bourse (pour 37 %) ou un prêt bancaire (pour 7 %).

<i>Q18b Si oui, le(s) quel(s) :</i>		
Prêt bancaire	17	7%
Prêt ou don familial	8	3%
Travail étudiant	10	4%
Bourse	94	37%
Autre	3	1%

Malgré ces aides potentielles, une majorité de parents (57 %), en particulier les catégories modestes et les professions intermédiaires, pensent que leurs ressources financières ont, ou vont conditionner « totalement » (13 %) ou en partie (44 %) l'orientation scolaire de leurs enfants.

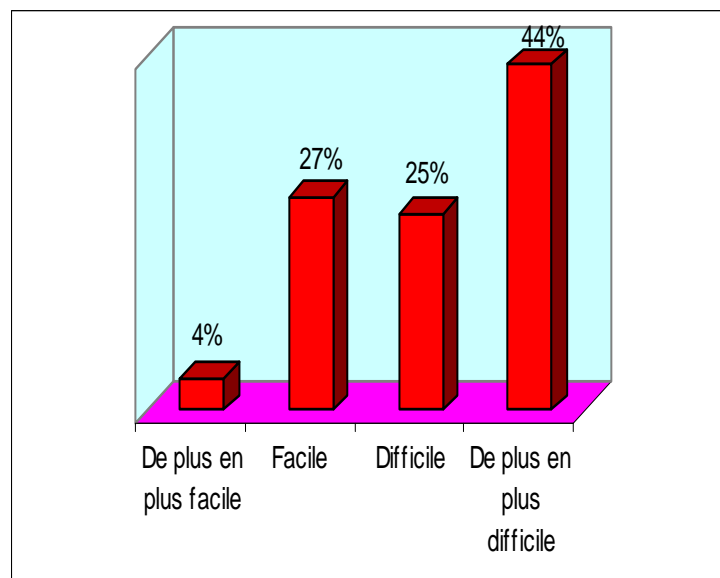


**Le choix d'orientation de votre(vos) enfant(s) a-t-il été ou sera-t-il conditionné par vos ressources ?**



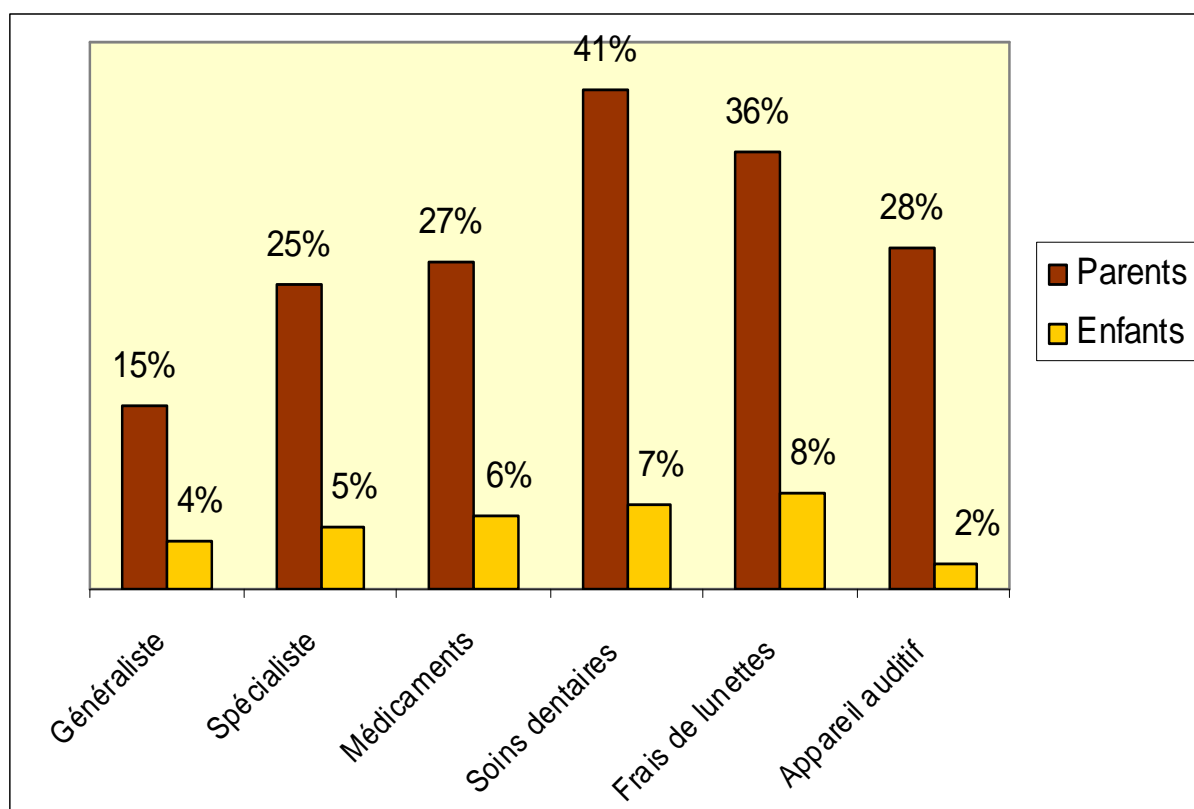
**B) La santé : entre accès difficile et renoncement aux soins**

**Avez-vous le sentiment que l'accès aux soins de santé est :**



Pour une majorité de familles (69 %), l'accès aux soins de santé est loin d'aller de soi. Il est ainsi considéré comme « de plus en plus difficile » par 44 % d'entre elles, et « difficile » par 25 %.

### Renoncement à des soins, durant les 12 derniers mois, faute de moyens financiers :



Le comportement des ménages en matière de santé tend à confirmer cette difficulté. Ainsi 57 % des parents, soit plus d'un sur deux, déclarent-ils avoir renoncé, faute de moyens financiers, à des soins pour eux dans les 12 derniers mois. Les catégories défavorisées sont plus touchées que les autres : 65 % des familles monoparentales et 62 % des ménages dont le chef est sans activité ont dû se priver de soins pour des raisons financières. Ce renoncement concerne surtout les dépenses pour les soins dentaires (41 %), les frais de lunettes (33 %).

La privation de soins concerne également les enfants, mais dans des proportions bien moindres. Seuls 10 % des parents (deux fois plus parmi les familles monoparentales et les parents sans activité) déclarent n'avoir pas pu, faute de moyens, les faire soigner. Précisons que, le cas échéant, tous les types de soins sont susceptibles d'être concernés, avec une légère sous-proportion pour les appareils auditifs (seulement 2 %).

Pourtant, 95 % des parents sont relativement couverts puisqu'ils déclarent avoir une mutuelle/complémentaire santé. Notons toutefois que 6 % d'entre eux disent en avoir réduit ou arrêté la prise en charge durant les 12 derniers mois, faute de moyens financiers.

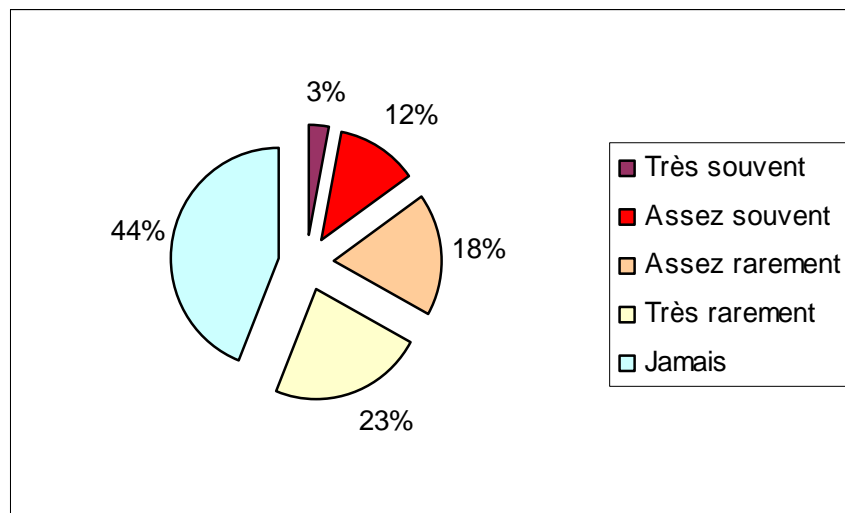
Ces résultats témoignent que l'accès aux soins ne va pas de soi et n'est pas égal pour tous. Certains parents doivent sacrifier leur propre santé au bénéfice de celle de leurs enfants.

## PARTIE 4 : PERCEPTIONS DES DISPOSITIFS ET POLITIQUES CONCERNANT LE POUVOIR D'ACHAT

La dernière partie du questionnaire cherche à cerner les représentations que les parents ont des dispositifs et des politiques liés au pouvoir d'achat. Il s'agit notamment de mesurer l'importance du recours au crédit à la consommation, de cerner la connaissance et les représentations des parents concernant les structures d'aide au budget, ainsi que la perception qu'ils ont des mesures politiques actuelles en faveur du pouvoir d'achat et de la réforme des allocations familiales, suite à la majoration unique à 14 ans.

### A) Le recours au crédit à la consommation : une pratique courante

#### Avez-vous déjà eu recours au crédit à la consommation (y compris avance permanente d'argent) ?



44 % des ménages déclarent n'avoir jamais eu recours au crédit à la consommation (y compris avance permanente d'argent). Cependant, 15 % d'entre eux déclarent y recourir « très ou assez souvent », notamment parmi les familles monoparentales et les milieux défavorisés (près de deux fois plus que les autres). Par ailleurs, parmi ces 15 % de souscripteurs réguliers, 77 % y ont eu effectivement recours

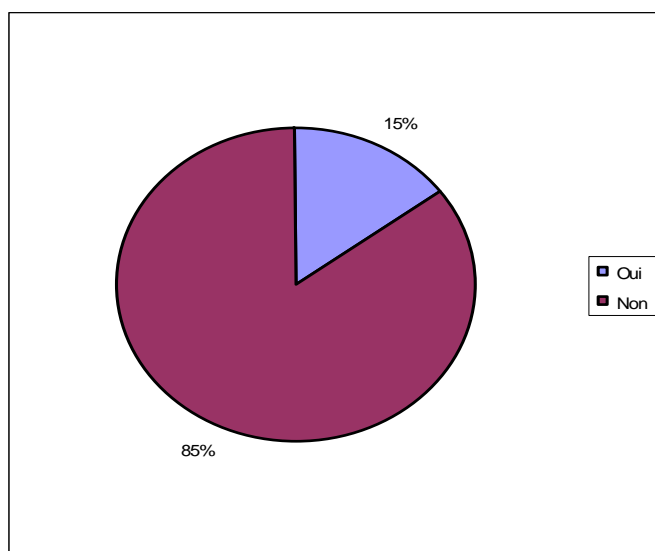
dans les 12 derniers mois, ce qui témoigne de l'actualité des difficultés financières des familles.

Il a été demandé aux souscripteurs réguliers qui ont eu recours à un prêt à la consommation dans les 12 derniers mois, pour quels types de dépenses ils ont emprunté de l'argent. Les effectifs étant très faibles, il ne serait guère prudent de comparer un à un tous les items de cette réponse. Néanmoins, si l'on s'en tient aux chiffres les plus importants, on notera que les prêts ont été souscrits, en premier lieu pour des dépenses liées à la voiture (47 %), à l'équipement de la maison (39 %), mais également à l'alimentation (30 %) et à l'énergie domestique (20 %), ces deux postes de dépense renvoyant à des besoins de première nécessité.

<i>Q11b Si oui, pour quels types de dépenses ?</i>		
Eau	18	10%
Energie domestique (gaz, électricité, fioul,,,) )	30	20%
Alimentation	41	30%
Transport	12	11%
Habillement	32	23%
Frais liés à la scolarité de votre (vos) enfants	13	9%
Loisirs et activités extrascolaires	5	6%
Multimédias et outils de communication	18	14%
Les loisirs en famille	5	6%
L'équipement de la maison	48	39%
La voiture	54	47%
La santé	3	2%
Autres	3	2%

## B) La méconnaissance des aides à la gestion du budget

### Connaissez-vous des structures « d'aide, de suivi ou de conseil au budget » ?

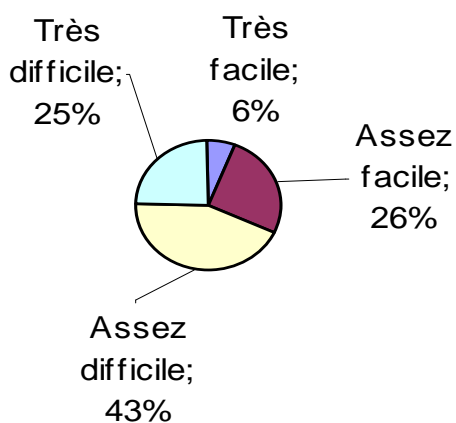


Seuls 15 % des parents déclarent connaître des structures « d'aide, de suivi ou de conseil au budget ». Ces résultats pointent une importante méconnaissance des aides à la gestion du budget, même parmi les ménages qui ont recours « très ou assez souvent » au crédit à la consommation puisque ces derniers ne déclarent pas plus que les autres connaître ce type de structures. Par ailleurs, parmi les parents qui déclarent connaître des structures, seuls 22 % ont déjà rencontré un conseiller.

Précisons qu'il a été demandé aux enquêtés déclarant connaître des structures mais n'ayant pas rencontré de conseiller, pour quelles raisons ils ne s'y étaient pas rendus. Les effectifs concernés étant faibles, il est difficile de comparer terme à terme les différentes propositions de réponse. On relèvera néanmoins que la raison principale, avancée par près de la moitié des parents (48 %), réside dans le fait qu'ils estiment ne pas avoir besoin d'aller dans ce type de structures. Par ailleurs, une proportion non négligeable d'entre eux (25 %) pensent que ce type de structures s'adresse à des familles en grande difficulté.

<i>q13b (Si non) Pour quelles raisons ne vous êtes-vous jamais rendu dans ces structures "d'aide, de suivi ou de conseil au budget " ? (Plusieurs réponses possibles)</i>		
Vous n'avez pas besoin d'aller dans ce type de structure	57	48%
Vous n'avez jamais entendu parler de ce type de structure	1	1%
Vous n'avez pas le temps	4	4%
Vous ne savez pas où trouver ce type de structure	2	2%
Il n'y a pas de structures de ce type à proximité	2	2%
Ce type de structure s'adresse à des familles en grandes difficultés	33	25%
Ce type de structure ne présente aucun intérêt	2	1%

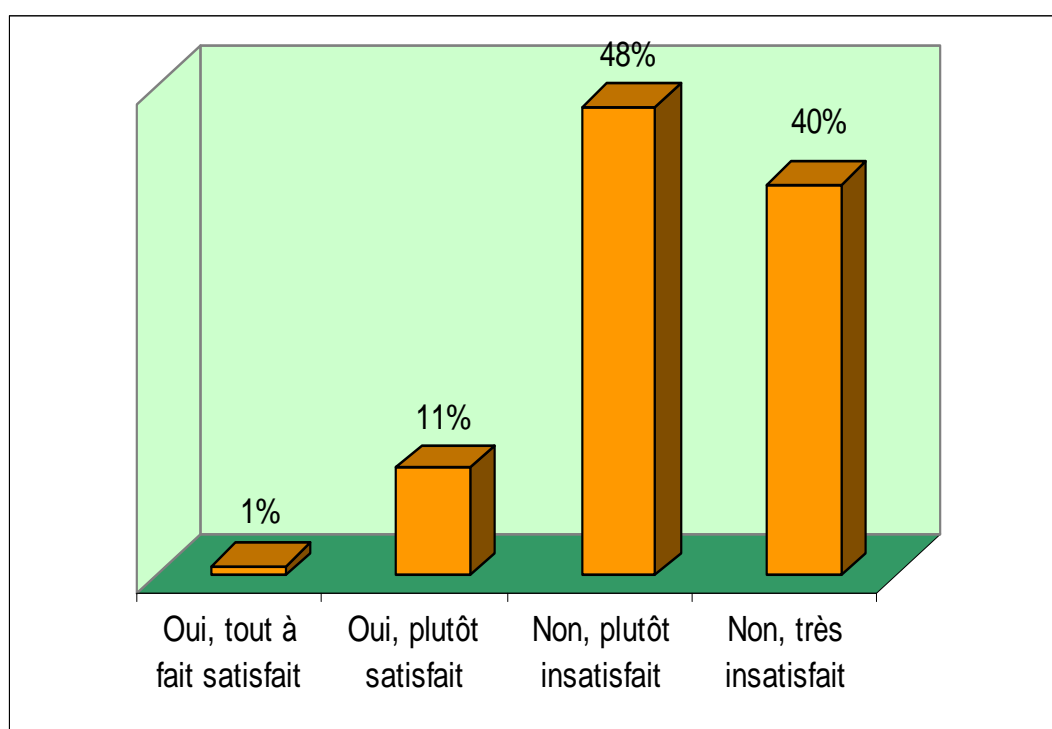
**Solliciter une aide/conseil auprès d'intervenants extérieurs serait pour vous une démarche?**



A la méconnaissance des structures se surajoutent des réticences de la part d'une majorité de parents. En effet, la démarche consistant à solliciter une aide ou un conseil auprès d'intervenants extérieurs (associations, professionnels de la gestion du budget...) est loin d'aller de soi : 43 % des enquêtés reconnaissent que cela s'avérerait « assez difficile » et 25 % « très difficile » pour eux. Précisons que ces réticences sont particulièrement le fait des catégories sociales les plus défavorisées, en l'occurrence celles qui seraient le plus à même d'avoir besoin de ce type d'aides. Il s'avère par exemple que, parmi ceux qui pensent ne plus avoir du tout de marge de manœuvre dans leurs dépenses, les trois quarts déclarent qu'il serait difficile pour eux de solliciter une aide/un conseil.

### C) Des mesures politiques jugées insuffisantes

#### D'une manière générale, êtes-vous satisfait des mesures politiques en faveur du pouvoir d'achat des familles menées actuellement ?

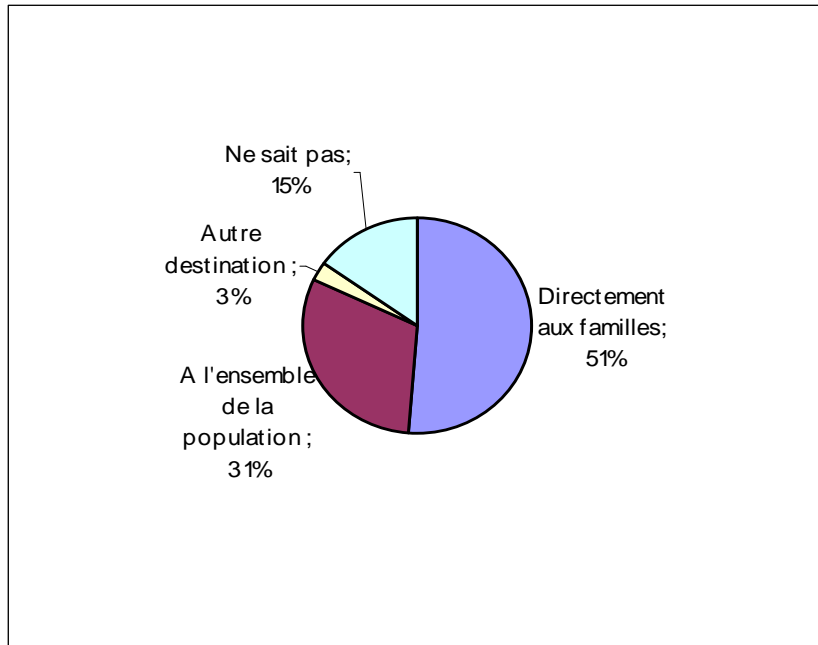


Pour une très large majorité (88 %), les parents sont « plutôt ou très insatisfaits » des mesures politiques actuelles en faveur du pouvoir d'achat. Ce mécontentement concerne plus particulièrement les familles monoparentales, ainsi que les personnes sans



emploi ou les catégories modestes, qui se déclarent respectivement, pour 49 % et 45 %, « très insatisfaites », contre 29 % parmi les classes aisées.

**Vous estimez que les sommes épargnées par la réforme de la majoration unique à 14 ans des allocations familiales doivent être affectées :**



Des modifications ont été menées dans la branche famille. Les allocations familiales bénéficiaient de deux majorations (quand les enfants atteignaient 11 ans, puis à partir de 16 ans). En 2008, une majoration unique à 14 ans les remplace. Ce changement entraîne une diminution totale cumulée de 600 € par enfant sur l'ensemble de la période pendant laquelle il ouvre droit à ces allocations.

Il a été demandé aux enquêtés comment ils souhaitaient que les sommes ainsi économisées soient redistribuées. Si 31 % d'entre eux privilégient une affectation à l'ensemble de la population (prestations santé, retraite...), la majorité (51 %) opte pour une redistribution directe aux familles. Le cas échéant, les parents estiment que les sommes épargnées devraient être reversées sous forme d'allocation visant prioritairement la scolarité et l'éducation (29 %) ou la santé (23 %) des enfants.

<i>q23b Si directement aux familles, sous quelle forme estimez-vous que cette somme devrait-elle être reversée ?</i>		
Non répondants	60	9%
Allocation affectée aux soins de santé de l'enfant	117	23%
Allocation affectée à l'équipement de l'enfant	59	12%
Allocation affectée aux loisirs et activités extrascolaires de l'enfant	51	10%
Allocation affectée à la scolarité et à l'éducation de l'enfant	154	29%
Allocation affectée au transport scolaire	3	1%
Allocation sans affectation particulière	77	13%
Autres	17	3%
Total répondants	538	100%

## CONCLUSION

La majorité des familles de Seine-Maritime se sentent en difficulté dans le contexte socioéconomique actuel. Le ressenti quasi unanime d'une hausse des prix a conduit nombre d'entre elles à s'adapter et à modifier, de façon plus ou moins substantielle, leurs habitudes de consommation. Les parents se sentent désormais contraints de faire des économies, notamment sur des besoins de première nécessité, tels que l'alimentation et les énergies domestiques. Ces difficultés ont également un impact sur leurs dépenses en matière de santé et d'éducation. Plus de la moitié des parents estiment que leurs ressources financières ont, ou vont conditionner l'orientation scolaire de leurs enfants. Par ailleurs, les résultats de l'enquête témoignent que l'accès aux soins n'est pas égal pour tous, et que nombre de parents sacrifient leur propre santé au bénéfice de celle de leurs enfants.

Aujourd'hui, plus de la moitié des parents pensent qu'ils ont déjà réduit de façon maximale leurs dépenses et plus des trois quarts estiment ne plus avoir de marge de manœuvre pour y faire face. Cette situation n'est pas sans conséquences sur leur état d'esprit au quotidien. Elle engendre notamment du stress, de la culpabilité et de la frustration. Les familles estiment être dans une position financière délicate et, de surcroît, envisagent l'avenir avec pessimisme. Certaines rencontrent cependant plus de difficultés que d'autres. La composition du ménage et la catégorie socioprofessionnelle constituent à cet égard des éléments déterminants. Les familles monoparentales, les employés et ouvriers, ainsi que les ménages dont le chef de famille est sans emploi sont particulièrement touchés. Le nombre et l'âge des enfants ont aussi une incidence notable. Les familles nombreuses et les parents d'enfants de plus de 15 ans ressentent plus difficilement leur situation que les autres.

Enfin, les dispositifs et mesures légales concernant le pouvoir d'achat ne recueillent guère l'approbation des familles. Les structures d'aide, de suivi et de conseil au budget sont largement méconnues et très peu fréquentées. Par ailleurs, les parents

déclarent, pour une très large majorité (88 %), qu'ils sont « plutôt ou très insatisfaits » des mesures politiques actuelles en faveur du pouvoir d'achat des familles.

Les résultats de cette enquête confirment qu'une majorité de familles éprouvent un important malaise face à leur situation et à leur avenir financiers. Ce constat peut inviter à mettre en place ou à rendre plus visibles des dispositifs d'aide et peut inciter les organismes statistiques à réfléchir à l'élaboration de nouveaux indicateurs plus en prise avec la réalité vécue par les familles.

Mieux vous connaître, mieux vous comprendre, c'est aussi mieux défendre les intérêts des familles du département.  
 Avec ce questionnaire, notre préoccupation est de savoir comment les familles vivent au quotidien. C'est également un moyen pour nous de savoir quelles sont les actions qui pourraient vous être utiles.  
 Nous vous invitons donc à remplir ce questionnaire et à nous le retourner dans l'enveloppe T-jointe dès maintenant et avant le 27 juillet 2009.

**q1- Dans les 12 derniers mois, comment avez-vous ressenti l'évolution des prix ?**

(1)  Très à la hausse (2)  Plutôt à la hausse (3)  Aucun changement (4)  Plutôt à la baisse (5)  Très à la baisse

**Partie 1 Gestion des postes de dépenses et aides / conseils pour la gestion du budget**

**Dépenses liées au logement**

**q2a- Au cours des 12 derniers mois, comment avez-vous ressenti, l'augmentation des charges liées à votre logement ?**

(1 réponse par ligne)	Très importante	Assez importante	Peu importante	Pas du tout importante
Eau	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>
Energie domestique (gaz, électricité, fioul...)	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>

**q2b- Au cours des 12 derniers mois, avez-vous modifié vos habitudes de consommation sur les charges liées à votre logement ?**

(1 réponse par ligne)	Oui en économisant	Oui en augmentant les dépenses	Non
Eau	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Energie domestique (gaz, électricité, fioul...)	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>

**q2c- Estimez-vous avoir réduit au maximum votre consommation en :**

(1 réponse par ligne)	Oui	Non
Eau	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>
Energie domestique (gaz, électricité, fioul...)	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>

**Dépenses liées à l'alimentation**

**q3a- Au cours des 12 derniers mois, comment avez-vous ressenti, l'augmentation des dépenses liées à l'alimentation ?**

(1)  Très importante (2)  Assez importante (3)  Peu importante (4)  Pas du tout importante

**q3b- Au cours des 12 derniers mois avez-vous modifié vos habitudes de consommation sur les dépenses liées à l'alimentation ?**

(1)  Oui, en économisant → **Passez en q3b1** (2)  Oui, en augmentant les dépenses → **Passez en q3c** (3)  Non →

**Passez en q3c**

**q3b1- Si oui en économisant, de quelle manière ? (Plusieurs réponses possible)**

- (1)  En achetant dans un hard discount
- (2)  En limitant les trajets
- (3)  En changeant les marques des produits
- (4)  En se privant de certains produits
- (5)  En cultivant un potager
- (6)  En achetant directement aux producteurs
- (7)  En achetant moins de plats cuisinés
- (8)  Autres

**q3c- Estimez-vous avoir réduit au maximum vos dépenses liées à l'alimentation ?**

(1)  Oui (2)  Non

**Dépenses liées à votre (vos) enfant(s)**

**q4a- Au cours des 12 derniers mois, comment avez-vous ressenti l'augmentation des dépenses liées à votre (vos) enfant(s) ?**

(1 réponse par ligne)	Très importante	Assez importante	Peu importante	Pas du tout importante	Non concerné
Transport	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>
Habillement	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>
Frais liés à la scolarité : Fournitures, livres scolaires, cantine, sorties scolaires...	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>
Frais liés aux études : Logement, fournitures, restaurant universitaire, alimentation...	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>
Loisirs et activités extrascolaires	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>
Multimédias et outils de communication (téléphone portable, ordinateur, internet...)	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>

**q4b- Au cours des 12 derniers mois** avez-vous modifié vos habitudes de consommation sur les dépenses liées à votre (vos) enfant(s) ?

*(1 réponse par ligne)*

	Oui en économisant	Oui en augmentant les dépenses	Non	Non concerné
Transport	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>
Habillement	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>
Frais liés à la scolarité : Fournitures, livres scolaires, cantine, sorties scolaires ...	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>
Frais liés aux études : Logement, fournitures, restaurant universitaire, alimentation...	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>
Loisirs et activités extrascolaires	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>
Multimédias et outils de communication (téléphone portable, ordinateur, internet...)	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>

**q4c-** Estimez-vous avoir réduit au maximum vos dépenses liées à votre (vos) enfant(s) ?

*(1 réponse par ligne)*

	Oui	Non	Non concerné
Transport	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Habillement	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Frais liés à la scolarité : Fournitures, livres scolaires, cantine, sorties scolaires ...	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Frais liés aux études : Logement, fournitures, restaurant universitaire, alimentation...	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Loisirs et activités extrascolaires	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Multimédias et outils de communication (téléphone portable, ordinateur, internet...)	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>

**q5-** À ce jour, pensez-vous encore bénéficier, d'une marge de manœuvre concernant vos dépenses liées au foyer ?

- (1)  Oui tout à fait      (2)  Oui plutôt      (3)  Non pas vraiment      (4)  Non pas du tout

**q6-** Si la hausse des prix devait se poursuivre, vos ressources seraient ?

- (1)  Très suffisantes      (2)  Suffisantes      (3)  Insuffisantes      (4)  Très insuffisantes

**q7-** Par rapport à votre pouvoir d'achat, avez-vous le sentiment que les autres familles ont :

- (1)  Beaucoup plus de difficultés que vous  
 (2)  Un peu plus de difficultés que vous  
 (3)  Un peu moins de difficultés que vous  
 (4)  Beaucoup moins de difficultés que vous  
 (5)  Ni plus ni moins de difficultés que vous

**q8-** Au cours des prochaines années, concernant votre pouvoir d'achat :

- (1)  Vous pensez qu'il va s'améliorer  
 (2)  Vous pensez qu'il va se stabiliser  
 (3)  Vous pensez qu'il va baisser

**q9-** Quelles incidences, la hausse des prix a-t-elle sur votre état d'esprit au quotidien ? (Plusieurs réponses possibles)

- (1)  Je me fais beaucoup de souci concernant ma situation financière  
 (2)  Je culpabilise de ne pouvoir offrir plus à mes enfants  
 (3)  La situation engendre une certaine frustration  
 (4)  Nerveusement la situation a des répercussions sur mon quotidien  
 (5)  Cela me demande de planifier davantage mes dépenses de la vie quotidienne  
 (6)  Aucune incidence

#### Gestion du budget

**q10-** Avez-vous recours au crédit à la consommation ? (Y compris avance permanente d'argent)

- (1)  Très souvent      } → **Passez en q11**  
 (2)  Assez souvent  
 (3)  Assez rarement  
 (4)  Très rarement      } → **Passez en q12**  
 (5)  Jamais

**q11-** Au cours des 12 derniers mois, avez-vous souscrit un crédit à la consommation ? (Y compris avance permanente d'argent)

- (1)  Oui → **Passez en q11b**      (2)  Non → **Passez en q12**

**q11b-** Si oui, pour quels types de dépense ? (Plusieurs réponses possibles)

- (1)  Eau
- (2)  Energie domestique (gaz, électricité, fioul,,)
- (3)  Alimentation
- (4)  Transport
- (5)  Habillement
- (6)  Frais liés à la scolarité de votre (vos) enfants
- (7)  Loisirs et activités extrascolaires
- (8)  Multimédias et outils de communication
- (9)  Les loisirs en famille
- (10)  L'équipement de la maison
- (11)  La voiture
- (12)  La santé, précisez :.....
- (13)  Autres, précisez :.....

**q12-** Connaissez-vous des structures « d'aide, de suivi ou de conseil au budget » ?

- (1)  Oui → **Passez en q13**
- (2)  Non → **Passez en q14**

**q13-** Avez-vous déjà rencontré un conseiller de ces structures « d'aide, de suivi ou de conseil au budget » ?

- (1)  Oui → **Passez en q14**
- (2)  Non → **Passez en q13b**

**q13b-** (Si non) Pour quelles raisons ne vous êtes-vous jamais rendu dans ces structures « d'aide, de suivi ou de conseil au budget » ? (Plusieurs réponses possibles)

- (1)  Vous n'avez pas besoin d'aller dans ce type de structure
- (2)  Vous n'avez jamais entendu parler de ce type de structure
- (3)  Vous n'avez pas le temps
- (4)  Vous ne savez pas où trouver ce type de structure
- (5)  Il n'y a pas de structures de ce type à proximité
- (6)  Ce type de structure s'adresse à des familles en grandes difficultés
- (7)  Ce type de structure ne présente aucun intérêt

**q14-** Solliciter une aide/ conseil au budget auprès d'intervenants extérieurs (associations, professionnels de la gestion du budget....) est ou serait pour vous une démarche :

- (1)  Très facile
- (2)  Assez facile
- (3)  Assez difficile
- (4)  Très difficile

## Partie 2 Analyse des dépenses éducation et santé

### Education

**q15-** Avez-vous constitué une épargne pour le financement des études de votre (vos) enfant(s) ?

- (1)  Oui
- (2)  Non

**q16-** Qu'avez-vous entrepris ou qu'envisagez-vous pour faire face aux dépenses liées aux études de votre (vos) enfant(s) ? (Plusieurs réponses possibles)

- (1)  Reprise d'une activité professionnelle
- (2)  Augmentation du temps de travail
- (3)  Changement d'activité professionnelle
- (4)  Diminution du train de vie
- (5)  Rien
- (6)  Autre : .....

**q17-** Pourriez-vous dire que le choix d'orientation de votre (vos) enfant(s) a été ou sera conditionné par vos ressources ?

- (1)  Oui totalement
- (2)  Oui en partie
- (3)  Non pas du tout

**q18-** Avez-vous eu un financement particulier pour les études de votre (vos) enfant(s) ?

- (1)  Oui → **Passez en q18b**
- (2)  Non → **Passez en q19**

**q18b-** Si oui, le(s) quel(s) :

- (1)  Prêt bancaire
- (2)  Prêt ou don familial
- (3)  Travail étudiant
- (4)  Bourse d'études
- (5)  Autre(s), le(s) quel(s) : .....

### Santé

**q19-** Avez-vous le sentiment que l'accès aux soins de santé est :

- (1)  De plus en plus facile
- (2)  Facile
- (3)  Difficile
- (4)  De plus en plus difficile

**q20-** Vous est-il déjà arrivé de renoncer à certaines dépenses de santé faute de moyen financier ?

(1 réponse par ligne)	Pour vous et/ou votre conjoint			Pour votre (vos) enfant(s)		
	Oui	Non	Non concerné	Oui	Non	Non concerné
Consultation chez un médecin généraliste	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Consultation chez un médecin spécialiste	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Médicaments	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Soins dentaires	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Frais de lunettes	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>
Appareil auditif	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>

**q21-** Avez-vous une mutuelle/complémentaire santé ?

- (1)  Oui → **Passer en q 21b**      (2)  Non → **Passer en q 22**

**q21b-** Si oui, en avez-vous réduit ou arrêté la prise en charge **durant les 12 derniers mois** faute de moyens financiers ?

- (1)  Oui      (2)  Non

**Partie 3 Réflexion des familles sur les politiques en faveur du pouvoir d'achat**

**q22-** D'une manière générale, êtes-vous satisfait des mesures politiques en faveur du pouvoir d'achat des familles menées actuellement ?

- (1)  Oui, tout à fait satisfait    (2)  Oui, plutôt satisfait    (3)  Non, plutôt insatisfait    (4)  Non, très insatisfait

*Les allocations familiales bénéficiaient de deux majorations (quand les enfants atteignaient 11 ans, puis à partir de 16 ans). En 2008, une majoration unique à 14 ans les remplace. Ceci entraîne une diminution totale cumulée de 600€ par enfant sur l'ensemble de la période pendant laquelle il ouvre droit à ces allocations.*

**q23-** Estimez-vous que les sommes ainsi épargnées doivent être affectées :

- (1)  Directement aux familles (prestations familiales) → **Passer en q 23b**  
 (2)  A l'ensemble de la population (prestations santé, retraites)  
 (3)  Autre destination      → **Passer en S1**  
 (4)  Ne sait pas

**q23b-** Si directement aux familles, sous quelle forme estimez-vous que cette somme devrait-elle être reversée ?

- (1)  Allocation affectée aux soins de santé de l'enfant  
 (2)  Allocation affectée à l'équipement de l'enfant  
 (3)  Allocation affectée aux loisirs et activités extrascolaires de l'enfant  
 (4)  Allocation affectée à la scolarité et à l'éducation de l'enfant  
 (5)  Allocation affectée au transport scolaire  
 (6)  Allocation sans affectation particulière  
 (7)  Autres : Précisez.....

**Fiche signalétique**

**S1- Commune d'habitation :** \_\_\_\_\_

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT VOS ENFANTS**

**S2- Combien d'enfants avez vous ?** \_\_\_\_\_

**S3- Merci de donner leur année de naissance :** Enfant 1 :      Enfant 2 :      Enfant 3 :      Enfant 4 :  
 Enfant 5 :      Enfant 6 :

**S4- Situation actuelle de votre (vos) enfants âgé(s) de plus de 15 ans :**

(1 réponse par ligne)	Collège	Lycée général	Lycée professionnel	Apprentissage / Formation	Etudiant	Plus scolarisé à charge
Enfant 1	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>	(6) <input type="checkbox"/>
Enfant 2	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>	(6) <input type="checkbox"/>
Enfant 3	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>	(6) <input type="checkbox"/>
Enfant 4	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>	(6) <input type="checkbox"/>
Enfant 5	(1) <input type="checkbox"/>	(2) <input type="checkbox"/>	(3) <input type="checkbox"/>	(4) <input type="checkbox"/>	(5) <input type="checkbox"/>	(6) <input type="checkbox"/>



**S5- Est-ce que vous vivez ?**

- (1)  En couple (marié, pacsé, en union libre...) → Famille recomposée (1)  Oui (2)  Non  
(2)  Seul → (1)  Célibataire  
(2)  Veuf (ve)  
(3)  Divorcé(e) ou séparé(e)

<u>couple)</u>	<u>VOUS</u>	<u>VOTRE CONJOINT (si en</u>
<b>S6- Sexe :</b> (2) <input type="checkbox"/> Femme	(1) <input type="checkbox"/> Homme (2) <input type="checkbox"/> Femme	(1) <input type="checkbox"/> Homme
<b>S7- Année de naissance :</b>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>S8- Travaillez-vous ?</b> 2) <input type="checkbox"/> Non	(1) <input type="checkbox"/> Oui (2) <input type="checkbox"/> Non	(1) <input type="checkbox"/> Oui
<b>S9- Profession :</b>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>CSP :</b>		
(1) <input type="checkbox"/> Agriculteur		(1) <input type="checkbox"/> Agriculteur
(2) <input type="checkbox"/> Artisan, commerçant, chef d'entreprise d'entreprise		(2) <input type="checkbox"/> Artisan, commerçant, chef
(3) <input type="checkbox"/> Cadre, ingénieur, professeur		(3) <input type="checkbox"/> Cadre, ingénieur, professeur
(4) <input type="checkbox"/> Profession intermédiaire, technicien, instituteur technicien, instituteur		(4) <input type="checkbox"/> Profession intermédiaire,
(5) <input type="checkbox"/> Employé		(5) <input type="checkbox"/> Employé
(6) <input type="checkbox"/> Ouvrier		(6) <input type="checkbox"/> Ouvrier
(7) <input type="checkbox"/> Retraité		(7) <input type="checkbox"/> Retraité
(8) <input type="checkbox"/> Sans activité professionnelle		(8) <input type="checkbox"/> Sans activité professionnelle

*Nous vous remercions du temps que vous avez eu la gentillesse de nous consacrer*